

Vers une diplomatie de l'ESS

Synthèse des Rencontres du Mont-Blanc 2026

A l'occasion de la 12^{ème} édition des Rencontres du Mont-Blanc, ESS Forum International affirme sa nouvelle ambition : faire de ces rencontres un espace où s'affirme la diplomatie de l'ESS, dans une approche plus centrée sur les valeurs sociales et environnementales à contrario de la diplomatie économique traditionnelle, axée sur la maximisation des intérêts commerciaux et géopolitiques.

La diplomatie de l'ESS s'inscrit dans une conception renouvelée des relations internationales, fondée sur la solidarité, la coopération, la gouvernance démocratique et la primauté de l'humain sur le capital. Elle s'appuie sur une reconnaissance politique internationale forte, à travers plusieurs textes de référence adoptés par l'OIT, l'OCDE, les Nations unies et l'Union européenne. Ces avancées confèrent à l'ESS une légitimité nouvelle sur la scène internationale et consacrent son rôle stratégique dans la transformation des modèles de développement, en promouvant des économies plus inclusives, durables et résilientes.

Par essence multi-acteurs, la diplomatie de l'ESS mobilise les organisations et entreprises de l'économie sociale, les collectivités territoriales, les universités, les ONG et certaines entreprises capitalistes engagées dans des démarches de responsabilité sociétale en phase avec les valeurs de l'économie sociale. Elle privilégie une coopération horizontale, fondée sur le partage de savoir-faire, la co-construction de partenariats et le respect des contextes locaux. Outil d'influence et de rayonnement, elle contribue à faire évoluer les cadres juridiques et les politiques publiques, tout en participant à la redéfinition des normes du développement et du commerce international, au service d'une mondialisation plus humaine et plus juste.

En affirmant la diplomatie de l'ESS comme fil conducteur de cette édition, les Rencontres du Mont-Blanc posent un cadre politique et stratégique pour aborder les grands défis contemporains. Qu'il s'agisse de renforcer la démocratie sociale et les conditions de financement de l'ESS, de reconquérir une souveraineté énergétique fondée sur des modèles participatifs et durables, de garantir une souveraineté alimentaire juste et résiliente, ou encore de penser une transition numérique et une intelligence artificielle compatibles avec l'intérêt général, **l'ESS apparaît comme un levier structurant de transformation.**

Ces enjeux, abordés dans une perspective internationale et multi-acteurs, dessinent les contours d'un avenir durable et souverain, au cœur de la réflexion collective portée par cette 12^e édition. Nous avons eu une série d'exemples d'entreprises de l'ESS qui permettent aux citoyens, aux personnes, d'avoir accès à de l'électricité, de la nourriture

de qualité, faire valoir leurs droits, et plus globalement d'avoir accès à des conditions de vie décentes. Ce sont ces exemples qui nous rappellent à quel point il est plus que jamais nécessaire de porter cette diplomatie de l'ESS, porter les principes et les valeurs de l'ESS dans les relations internationales avec l'objectif de promouvoir une approche alternative au modèle économique traditionnel.

Cette diplomatie de l'ESS est nécessaire pour servir le collectif, et replacer l'humain au centre. Les interventions des panélistes ont permis d'enrichir ces constats par des analyses approfondies, des retours d'expérience concrets et des débats de fond, nourris par la diversité des contextes géographiques, sectoriels et institutionnels représentés. La richesse des échanges a mis en lumière à la fois les avancées, les tensions et les leviers d'action de l'ESS face aux enjeux de souveraineté et de durabilité.

L'économie sociale et solidaire au carrefour de la souveraineté énergétique

Dans un contexte marqué par l'instabilité des marchés de l'énergie, l'urgence climatique et une crise de confiance démocratique, la souveraineté énergétique est apparue comme un enjeu central pour garantir à la fois la continuité des services essentiels et l'autonomie des territoires. Les échanges ont souligné que cette souveraineté ne peut se limiter à une indépendance technologique ou industrielle : elle suppose avant tout un équilibre entre les besoins énergétiques des sociétés et les ressources disponibles, ainsi qu'une réflexion collective sur les usages de l'énergie et leur finalité. À cet égard, plusieurs intervenants ont rappelé que **l'accès à l'énergie conditionne directement les conditions de vie, l'exercice des droits et la cohésion sociale.**

Les acteurs de l'ESS ont été identifiés comme des leviers structurants de cette transition, notamment grâce à des modèles de gouvernance démocratiques, une forte territorialisation et une capacité à réinvestir la valeur créée au bénéfice des communautés locales. Les expériences de coopératives énergétiques, en Europe comme dans les pays du Sud, ont illustré le rôle clé de la production et de la distribution décentralisées d'énergies renouvelables pour réduire les pertes, limiter les coûts et accélérer la décarbonation. Ces modèles permettent non seulement de renforcer l'acceptabilité sociale des projets, mais aussi de **faire de l'énergie un bien commun, au service des personnes plutôt qu'un simple produit marchand.**

Enfin, la table-ronde a souligné l'importance des coopérations entre acteurs de l'ESS, pouvoirs publics et entreprises conventionnelles engagées. Les partenariats public-privé, lorsqu'ils reconnaissent et respectent les principes de l'ESS, peuvent contribuer à étendre l'accès à l'électricité, comme l'ont montré les coopératives électriques aux Philippines. Les échanges ont également insisté sur la question de la taille et de l'autonomie : si les initiatives locales sont essentielles, l'enjeu n'est pas de « rester petit », mais de préserver la capacité des territoires à défendre et partager leurs ressources de manière juste. **À la croisée des enjeux sociaux, écologiques et industriels, l'ESS dessine ainsi les conditions d'une souveraineté énergétique plus démocratique, plus résiliente et réellement au service des communautés.**

Démocratie et ESS : quelles menaces pour le financement ?

Dans un contexte de tensions politiques croissantes et de remise en cause des corps intermédiaires, les échanges ont mis en évidence que le financement de l'ESS constitue aujourd'hui un enjeu démocratique majeur. La fragilisation du monde associatif, coopératif et mutualiste, souvent justifiée par des contraintes budgétaires ou des objectifs de « simplification administrative », participe à un affaiblissement plus large de la démocratie sociale. Plusieurs intervenants ont rappelé que **la démocratie ne saurait se limiter aux seuls processus électoraux : elle repose également sur la participation citoyenne, l'expertise d'usage et la capacité des organisations de la société civile à éclairer, évaluer et rendre acceptables les politiques publiques.**

Les débats ont souligné les menaces directes qui pèsent sur ces équilibres démocratiques : stratégies d'étouffement financier, campagnes de désinformation, réduction de l'espace civique et offensives populistes ou autoritaires ciblant les acteurs de l'intérêt général. Ces dynamiques **affectent particulièrement les organisations engagées dans la défense des droits humains, de l'égalité femmes-hommes ou des populations les plus vulnérables**, souvent premières touchées par la baisse des financements publics et internationaux.

Face à ces risques, les intervenants ont insisté sur la nécessité de repenser en profondeur les modèles de financement de l'ESS afin de préserver son autonomie et sa capacité d'action. Ces initiatives visent à sortir d'un cercle restreint d'initiés et à redonner aux citoyennes et citoyens un pouvoir direct sur l'orientation de l'argent et des choix économiques. Les échanges ont également mis en lumière l'importance de dépasser l'émiettement des acteurs de l'ESS et des corps intermédiaires. Dans un contexte où tous les acteurs se tournent vers les mêmes sources de financement fragilisées, **la convergence, la mutualisation et la construction de fronts communs apparaissent comme des conditions de résilience et de longévité.**

Enfin, plusieurs interventions ont ouvert des perspectives structurantes en liant plus étroitement ESS, démocratie et droits humains. Mesurer le progrès économique à l'aune de la capacité des sociétés à garantir l'accès effectif aux droits fondamentaux (santé, éducation, eau, protection sociale...) a été identifié comme un chantier stratégique. Dans cette perspective, **l'ESS apparaît non seulement comme un acteur économique, mais comme une composante essentielle de la « force vive » de la démocratie.**

L'économie sociale et solidaire au carrefour de la souveraineté alimentaire

Face aux crises alimentaires, climatiques et géopolitiques, la souveraineté alimentaire se révèle comme un enjeu central de justice sociale, de résilience des territoires et de rééquilibrage global. La table-ronde a montré que l'ESS constitue un levier structurant pour relocaliser la production, sécuriser les approvisionnements, soutenir les petits producteurs et promouvoir des pratiques durables comme l'agroécologie. **Ces modèles**

permettent de garantir un accès équitable à une alimentation saine tout en renforçant la gouvernance locale et la création de valeur sur les territoires.

Les échanges ont insisté sur l'importance de repenser les relations entre producteurs, consommateurs et territoires, en intégrant des principes de justice et de partage de la valeur. Le commerce équitable et la traçabilité des produits ont été identifiés comme des outils essentiels pour responsabiliser les acteurs et donner du sens aux choix d'achat des citoyens. **Fixer des prix justes et équitables, planifier la production locale pour les collectivités et associer les consommateurs aux décisions contribue à rendre la souveraineté alimentaire concrète et partagée.**

Enfin, les intervenants ont souligné que **soutenir la souveraineté alimentaire implique des actions coordonnées à plusieurs niveaux** : politiques publiques, réglementation, mobilisation de la société civile et coopération avec les entreprises conventionnelles engagées. L'ESS apparaît ainsi comme une véritable « boîte à outils » pour la résilience territoriale, capable de concilier croissance, finalité sociale et sécurité alimentaire, tout en offrant des solutions durables et inclusives pour les communautés.

L'économie sociale et solidaire rencontre l'intelligence artificielle (IA)

L'intelligence artificielle transforme profondément nos sociétés et nos économies, et l'ESS est confrontée à un enjeu stratégique : tirer parti de ces outils sans renoncer à ses valeurs de solidarité, de démocratie et d'émancipation. La table-ronde a souligné la nécessité de questionner les usages de l'IA, tant pour l'intérêt général que pour la protection des données et la prévention des biais, des erreurs ou de la manipulation de l'information. **L'IA peut ainsi devenir un levier pour créer de la valeur sociale**, par exemple dans la prévention des risques ou la transformation du secteur assurantiel, où les acteurs de l'ESS peuvent se positionner comme « assureurs préventeurs ».

Les intervenants ont insisté sur **l'importance d'adapter l'IA aux principes de l'ESS : équité, transparence, gouvernance démocratique et respect des contextes culturels et territoriaux**. Des modèles comme le coopérativisme numérique ou l'humanisation de la technologie montrent comment l'IA peut être utilisée au service des communautés et non uniquement de la maximisation du profit. Les défis restent importants : coût du développement d'alternatives aux solutions dominantes, concentration du pouvoir technologique par les grandes plateformes, et risque que l'IA reproduise des biais ou des logiques de prédation.

Enfin, la table-ronde a souligné la nécessité de former et d'accompagner les acteurs de l'ESS et les décideurs publics pour **faire de l'IA un bien commun, où la valeur repose sur des données protégées et sur des usages éthiques**. La transversalité des connaissances, le partage des ressources et la coopération entre acteurs sont des conditions essentielles pour que l'IA contribue réellement à des finalités sociales et écologiques, en cohérence avec les principes fondateurs de l'ESS.

Comment déployer, ensemble, une diplomatie de l'ESS ?

Alors que se clôturent ces Rencontres du Mont-Blanc, il apparaît clairement que **la diplomatie de l'ESS est plus que jamais nécessaire pour construire un avenir durable, souverain et humain**. Elle repose avant tout sur le dialogue : entre organisations de l'ESS, entre acteurs publics et privés, syndicats, institutions internationales, et, lorsque pertinent, entreprises conventionnelles. **C'est en entretenant ces espaces d'échange et de coopération que l'ESS peut se renforcer et faire entendre ses valeurs au-delà des frontières.**

Cette diplomatie doit **replacer l'humain au centre de toutes les transitions** : énergie, alimentation, numérique, mais aussi emploi et éducation. L'ESS montre comment concilier innovation et solidarité, croissance et durabilité, ambition économique et responsabilité sociale. Elle nous rappelle que la souveraineté ne se limite pas à un exercice étatique : elle se vit dans les communautés, dans la capacité des citoyens à participer, à décider et à bénéficier des ressources et services essentiels.

Déployer cette diplomatie implique également de **penser l'équilibre entre besoins et ressources, et de privilégier la qualité, la résilience et l'équité** plutôt que le « toujours plus ». Elle exige enfin de promouvoir la démocratie à tous les niveaux, condition indispensable au respect des droits humains et à l'émergence de modèles économiques alternatifs plus justes et inclusifs.

Les expériences partagées lors de ces deux jours, de la production locale d'énergie à la relocalisation alimentaire, en passant par l'intelligence artificielle éthique et la gouvernance démocratique, montrent que **l'ESS dispose de solutions concrètes et éprouvées pour répondre aux défis globaux**. La diplomatie de l'ESS, nourrie par ces pratiques et cette coopération multi-acteurs, offre un chemin pour renforcer la solidarité internationale, construire des systèmes plus résilients et faire de la durabilité et de la justice sociale des réalités vécues.